



**Les Amis  
de la Terre**

## **Présentation de la campagne « Accès à l'eau : ces voix qu'on n'entend pas ! »**

Les Amis de la Terre | Avril 2005

**Les Objectifs du Millénaire prévoient de réduire de moitié le nombre de personnes privées d'accès à l'eau d'ici 2015. Mais un véritable gouffre sépare les discours officiels de la réalité. Face aux échecs répétés des projets d'accès à l'eau, de nombreux acteurs au Sud dénoncent des pratiques opaques et des projets conçus bien loin du terrain, sans tenir compte de l'avis des principaux intéressés : les usagers. Ils comptent aujourd'hui sur une prise de conscience décisive des acteurs internationaux. C'est le pourquoi de notre campagne.**

### **Une campagne : pourquoi ?**

Face aux nombreux constats d'échecs de projets d'accès à l'eau au Sud, cette campagne entend simultanément dénoncer le décalage entre les discours et la stagnation des pratiques, et soumettre au gouvernement français ainsi qu'à la Banque mondiale des propositions permettant de mieux répondre aux préoccupations des usagers.

2005 constitue une année charnière pour dénoncer le peu de choses faites pour mener à bien l'Objectif du Millénaire numéro 7, qui entend réduire de moitié le nombre de personnes privées d'accès à l'eau potable d'ici 2015. De plus, les Nations Unies ayant décidé de relancer une décennie de l'eau cette année, il semble urgent de dénoncer haut et fort les erreurs qui continuent de miner la coopération internationale dans le secteur de l'eau.

En prévision des débats et développements qui auront lieu en amont et lors du prochain Forum mondial de l'eau prévu à Mexico en Mars 2006, les Amis de la Terre lancent une campagne publique sur l'accès à l'eau dans les pays en développement. **Elle s'appuie sur les engagements pris à Evian en 2003 et a pour objectif d'amener le gouvernement français à promouvoir des projets :**

- **qui assurent la participation des usagers ;**
- **qui renforcent les compétences de l'autorité chargée du service public de l'eau.**

Cette campagne permettra d'alimenter le débat qui devra avoir lieu en amont du Forum mondial de l'eau de Mexico<sup>1</sup>, et de contribuer au travail de formulation de règles et de propositions concrètes que la France portera sur la scène internationale à cette occasion-là.

### **Pour que la France applique enfin ses discours !**

La France n'a eu de cesse de répéter l'importance de trois principes indissociables qu'elle a d'ailleurs formalisés lors du Plan d'action pour l'eau d'Evian en juin 2003 :

- 1 – De faire intervenir les usagers-citoyens dans les processus de gestion de l'eau
- 2 – D'introduire de la transparence et de la concertation dans les projets d'accès à l'eau
- 3 – De responsabiliser les autorités publiques chargées du service public de l'eau

Mais à l'heure où les acteurs internationaux sont censés réaliser un premier bilan des progrès pour l'accès à l'eau potable, de nombreuses questions restent sans réponse et le fossé entre les discours

<sup>1</sup> Le Forum de Mexico aura pour thème « Les actions locales » pour répondre aux problèmes liés à l'eau.

et la réalité des projets sur le terrain se creuse. Une réaction urgente s'impose face aux échecs avérés d'une gestion de l'eau non participative.

Actionnaire de la Banque mondiale, la France participe à l'implication grandissante de cette institution dans le secteur de l'eau, qui est à l'origine de 50% des financements multilatéraux dans le secteur de l'eau. Mais surtout, le gouvernement français y voit un canal très efficace de promotion et de légitimation de son modèle de gestion de l'eau, et plaide donc activement pour une exportation du modèle français de gestion de l'eau à travers les projets de lutte contre la pauvreté financés par la Banque mondiale. En revanche, la France ne se soucie guère d'introduire les règles de fonctionnement assurant que ces mêmes projets répondent aux besoins de populations souvent démunies. De même, elle ne semble pas se préoccuper du mandat de développement de la Banque mondiale, qui consisterait à donner la capacité aux acteurs du Sud de résoudre par eux-mêmes leurs problèmes nationaux ou locaux.

Le risque se profile donc de voir fleurir des projets d'accès à l'eau reproduisant des erreurs maintes fois soulignées, et d'aboutir à nouveau à des solutions rejetées par les « bénéficiaires » ou à des ruptures de contrats précipitées laissant place à des situations de crise. Dans la lignée du « rapport Camdessus », les institutions internationales se concentrent trop souvent sur la mise en place de garanties financières propices à l'investissement étranger. En revanche, elles continuent d'ignorer leurs engagements en matière de concertation publique, pourtant indispensable pour adapter les projets aux réalités locales des populations. Le gouvernement français est, quant à lui, coupable des mêmes torts : dans son rapport annuel 2004 relatif aux activités de la Banque mondiale, il dévoile sa politique de développement de l'accès à l'eau, où tout repose sur le développement d'outils financiers innovants visant à sécuriser l'investissement étranger. Les principes d'Évian relatifs à la concertation et au renforcement des compétences au Sud ne sont pas à l'ordre du jour !

## Nos revendications

Nous demandons au gouvernement français de démontrer sa réelle volonté de promouvoir des projets assortis de garanties liées à la participation des usagers et au renforcement des compétences de l'autorité publique responsable de l'eau.

La France doit s'engager à défendre des projets mieux adaptés aux réalités locales :

- en dressant un bilan des actions françaises entreprises suite aux engagements d'Évian sur la participation des usagers et le renforcement des compétences des acteurs locaux ;
- en soumettant à la Banque mondiale une proposition de texte fixant les règles de participation des usagers pour tous les projets d'accès à l'eau soutenus par la Banque ;
- en proposant au Forum mondial de l'eau :
  - des règles de transparence et la publication systématique de tous les contrats et documents fixant les modalités de gestion des services publics de l'eau ;
  - un plan d'action concret assurant dans chaque projet le renforcement des compétences des autorités locales en charge du service public de l'eau.

## Moyens d'action

- Faire pression sur le gouvernement français pour qu'il accepte de se pencher sur les modes de gestion de l'eau participatifs ; pour qu'il intègre nos propositions dans ses réflexions relatives à sa politique multilatérale pour un meilleur accès à l'eau ; pour qu'il cesse d'exporter son modèle de gestion de l'eau dans des pays où il n'est pas adapté.
- Sensibiliser les citoyens et les associations françaises sur l'importance d'une gestion citoyenne du service public de l'eau ; les informer de l'existence et de l'intérêt des modèles de gestions de l'eau participatifs ; les mobiliser pour qu'ils expriment leurs préoccupations au gouvernement français, notamment à travers une diffusion de la campagne et l'envoi des cartes postales.

- Sensibiliser et mobiliser les futurs professionnels de l'eau, à travers une diffusion de la campagne dans les milieux étudiants ingénieurs, pour qu'ils prennent conscience de l'importance des questions sociales dans les projets d'accès à l'eau.

## Votre participation est précieuse !

La signature de la carte postale adressée au Président permet de le mettre devant ses propres engagements, et nous donne plus de poids pour être écoutés dans nos demandes. Il est donc extrêmement important que vous diffusiez largement la campagne autour de vous.

Si vous êtes intéressés par une implication plus grande, n'hésitez pas à :

- contacter vos élus locaux pour leur demander de se prononcer sur les choix opérés par la France dans le secteur de l'eau en envoyant eux aussi la carte postale ou un courrier au Président ;
- vous renseigner sur les projets en coopération décentralisée menés par votre commune, et lui faire part des propositions de la campagne pour développer des projets d'accès à l'eau participatifs ;
- organiser des débats dans votre ville pour sensibiliser vos concitoyens, vos voisins, vos collègues etc.
- mettre en pratique les propositions de cette campagne à votre propre échelle. Pour cela, il est important d'exprimer votre voix de citoyen dans les décisions qui concernent votre service public de l'eau. Il existe des instances de concertation locales, telles que les comités consultatifs de services publics locaux, ou les conseils de développement etc. Votre implication permettra de développer l'idée de gestion citoyenne du service de l'eau sur notre propre territoire. C'est aussi une marque de solidarité avec les populations qui subissent et se battent contre les projets financés par la Banque mondiale et la France.

## Quels outils à votre disposition ?

- Le document public de campagne des Amis de la Terre : un document en 4 volets, comprenant notamment des cartes postales à renvoyer au Président de la République. Ce document a également une vocation pédagogique dans la mesure où il explique les problèmes et présente des solutions intéressantes de façon très synthétique.
- Un kit de campagne comprenant des fiches explicatives peut être mis à disposition des personnes ou structures intéressées. Ce support permet de comprendre le rôle de la Banque mondiale dans le secteur de l'eau, mais présente également quelques notions élémentaires sur la gestion de l'eau, les acteurs en présence, les principaux textes, quelques modèles de gestion participative etc...Il facilite donc la mobilisation autour des thèmes abordés par la campagne.

## Les prochaines étapes de cette campagne...

- Organisation d'un « speaker tour ». Les Amis de la Terre travaillent avec la Coalition ghanéenne contre la privatisation de l'eau. Ces derniers seront en France mi-mai pour rencontrer des décideurs publics, des associations françaises qui pourraient leur apporter un soutien, ainsi que des médias qui pourraient relayer l'information sur les réformes du secteur de l'eau en cours au Ghana. D'autres groupes venant d'Amérique latine et d'Asie devraient également se rendre en France à cette même période, soutenus par l'ONG américaine Public Citizen. Leur présence permettra donc de donner plus de poids à cet événement.
- Préparation d'une déclaration adressée au gouvernement français ainsi qu'aux administrateurs de la Banque mondiale; ce texte reprendra les demandes principales des groupes du Sud qui contestent les projets de la Banque mondiale. Destiné à être signé par un

grand nombre de partenaires du Nord et du Sud, il adressera un message fort aux décideurs français et à la Banque mondiale.

- Publication d'un livret sur les expériences de gestion participative de l'eau. Ce petit livret, d'une trentaine de pages, recensera un certain nombre d'études de cas à travers le monde, et devra permettre de saisir plus concrètement ce que signifie une gestion citoyenne du service public de l'eau.
- Mobilisation d'un groupe de travail/ plate-forme d'associations françaises à partir du mois de septembre, pour établir des relations régulières avec les décideurs publics qui représenteront la France au forum mondial de l'eau de Mexico. Le thème du prochain forum étant « des actions locales », il faudra s'assurer de transmettre notre point de vue sur ce que peut être une gestion locale adaptée. La période septembre 2005 – janvier 2006 devrait permettre de transmettre aux décideurs les points de vue et demandes des associations françaises, en amont de ce forum où se prendront de grandes orientations sur l'accès à l'eau dans le monde.
- Afin de faciliter la compréhension, par le gouvernement français, de nos demandes, un texte reprendra les conditions nécessaires pour des projets participatifs, transparents, et intégrant l'ensemble des acteurs locaux. Il s'agira d'un texte court avec des recommandations concrètes, pour un message simple.

Et en continu...

- Échanges avec le Ministère des Finances, le Ministère des Affaires Étrangères, le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable, l'Élysée, la Banque mondiale, le Conseil mondial de l'eau etc.
- Organisation de conférences/débats sur le thème des Institutions financières internationales et de l'accès à l'eau.
- Actions liées au soutien de la coalition ghanéenne et à la mise en œuvre du projet Eau dans les centres urbains du Ghana.